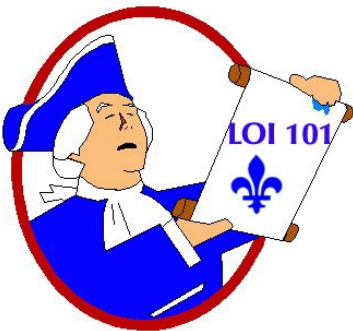


Souveraineté La Solution inc.

Archaïque, la mentalité des conquérants anglais au sujet de la langue



La mentalité des conquérants anglais est archaïque. Le 1er janvier 2016, la ville de Toronto distribue des calendriers seulement en anglais, tout en omettant d'y insérer la deuxième langue officielle (le français) à toutes les portes. Mais au bas de chaque page se trouve un résumé traduit en 6 langues différentes, toujours sans le français.

Mme Nicole Dufort, une représentante des langues à la ville de Toronto, regrette cette erreur et s'excuse.

Le mot **excuse** est utilisé par des gens des Maritimes à la Colombie Britannique, comme une excuse à la Don Cherry, voir le journal de Souveraineté La Solution inc., vol. 10, no. 11. p. 7. Mme Nicole Dufort dit que l'incident ne se reproduira plus à l'avenir, mais pour l'instant le tort est fait. Les anglais et les personnes du même type ne changeront jamais.

Exemple: en 1973, deux couples de français venus de France, qui avaient installé une tente dans la région du sud de l'Ontario, plus précisément dans le district de Delhi, se faisaient réveillés à 2:00 h. du matin par la destruction de leur abri et ceux-ci recevaient en plus des coups de pieds au corps. La police provinciale de l'Ontario (OPP) a été appelée sur place. En prenant connaissance des faits et gestes ainsi que des dires entendus entre ceux qui ont commis cette offense, la police a pu conclure son enquête et inculper les 3 auteurs de ce délit.

Quelques mois plus tard, rien n'avait avancé. Les personnes victimisées de retour en France, se plaignaient de la lenteur du Canada et de leurs autorités respectives à s'occuper de ce délit. L'ambassade du Canada en France fut contactée, et l'Ontario fut contrainte de bouger rapidement.

L'Ontario pour éviter toute contrainte majeure à son industrie touristique, décida d'apposer la loi de non-publication du sujet en court provinciale. Le deuxième représentant du journal local, Simcoe Reformer, qui couvre toutes les causes de la court, l'a confirmé à André Desnoyers, président Souveraineté La Solution inc. Pour plus d'informations sur cette situation, vous pouvez communiquer avec le journal au numéro de téléphone suivant: 519-426-5710.

Ci-inclus une copie de la lettre de l'ambassade de France à Ottawa sur le sujet. Selon celle-ci tous les documents sont détruits après une période de douze ans, date de fin de période du 12 ans inconnue. Logiquement, tous les documents auraient dû être copiés sur microfilms avant leur destruction.